



© Nicolas Zentner

LA SPIRALE DU DÉCLIN

par Luc Ferry, écrivain et philosophe

Marco Rubio, le secrétaire d'État américain, déclarait le vendredi 13 février 2026 lors de la conférence de Munich : « *Nous, les États-Unis, nous croyons que l'Europe peut survivre. Nous avons besoin de l'Europe* ». Avouons que ce n'était pas totalement clair dans les discours et les mesures douanières de Trump, mais bon, c'est toujours plus aimable que l'inverse. Reste qu'il valide au passage l'idée, défendue depuis quelques années par de nombreux observateurs, que l'Union européenne (UE) est bel et bien sur la voie du déclin.

« Survivre », ce n'est pas vivre, de sorte que le fameux thème du « déclin de l'Occident » a retrouvé des couleurs dans le monde intellectuel, en particulier en France, mais bien au-delà chez tous ceux auxquels être pessimiste relève tout simplement du bon sens. Ils rappellent volontiers que les civilisations sont mortelles et que la nôtre, l'occidentale, en pleine décadence, est en train de mourir.

IMPACT SUR LE RÉEL

Quoi qu'on en pense, je vois mal ce qui peut permettre d'inclure les États-Unis dans cette lecture « déclinologique » de l'histoire. Non seulement les États-Unis restent la première puissance économique et militaire du monde, mais les génies de la Tech californienne en ont fait aussi la première puissance techno-scientifique. En matière d'intelligence artificielle, les LLM les plus puissants (ChatGPT, Gemini et Claude) sont tous, sans exception, américains. Nos messageries, pour la plupart, le sont aussi, et

70% des armées européennes sont équipées de F-16, de missiles Patriot ou d'avions de chasse F-35 que Trump pourrait clouer au sol en un quart d'heure attendu qu'ils sont bourrés de lignes de code numériques et qu'il faut en outre les *upgrader* régulièrement !

Je comprends qu'on puisse détester Trump, juger absurde ses mesures protectionnistes, dénoncer ses mensonges sur le climat ou la santé, ses frasques ou son narcissisme, mais quoi qu'on en dise, il est objectivement difficile de nier qu'il a redonné vie à l'idée que la politique n'était pas morte, que l'action d'un dirigeant pouvait avoir un impact sur le réel.

MESURES SYMBOLIQUES

J'avoue avoir ressenti une joie sans mélange lorsque Nicolas Maduro a été déchu, un clown sanguinaire qui a plongé son peuple dans la misère et l'oppression. Même chose s'agissant de l'intervention américaine du 13 juin 2025 en Iran : elle était militairement parfaite et politiquement défendable. De nombreux Iraniens en exil n'ont eu qu'un seul regret : qu'elle ne soit pas allée jusqu'au bout ! Au passage, il est difficile de contester que ce soit elle, malgré tout, qui a suffisamment affaibli le régime des mollahs pour que la révolte du peuple devienne possible. L'ignoble répression qui a suivi a été atroce, mais là encore, Trump est le seul au monde à pouvoir réellement y mettre un terme, l'UE se contentant de mesures purement symboliques. Le classement des gardiens de la révolution parmi les organisations terroristes est légitime, mais il n'a aucun effet réel d'aucune sorte.

Aujourd'hui encore, beaucoup d'Iraniens, malgré les effets terrifiants des bombardements, approuvent l'intervention américaine. Les monarchies du Golfe n'y étaient pas favorables, mais les tirs de missiles qu'elles reçoivent de la part du régime iranien vont paradoxalement renforcer la possibilité d'avancer sur les accords d'Abraham. Sans la puissance dont les États-Unis disposent, rien ne se fera, ni la chute du régime, ni l'éradication du nucléaire iranien, ni la paix à Gaza.

AVEUGLEMENT IDÉOLOGIQUE

Face à l'énergie d'un Trump présent sur tous les fronts – immigration, guerres, IA, économie – il est temps de se réveiller, de refonder enfin une Europe puissante qui investit dans l'innovation, dans la science et la technique, dans le militaire, bref, tout le contraire de ce que symbolisent nos politiques de relance par la consommation. La Suisse, pays de libéralisme et d'innovation, tire son épingle du jeu. L'Italie, la Pologne et l'Allemagne ne s'en sortent pas trop mal, mais dans l'ensemble, ce sont les politiques keynésiennes de reprise de la demande qui l'ont emporté dans l'UE sur les politiques de l'offre et de l'innovation, la France faisant figure de *leader* sur cette pente funeste depuis l'élection de Mitterrand, mais plus encore avec les 1'000 milliards d'euros de dette ajoutés par le président aux 2'500 qui plombaient déjà le pays.

Malgré tous les efforts de Mario Draghi et de son excellent rapport, nous continuons à nous enfoncer dans la même spirale du déclin. Dans ces conditions, affirmer que les États-Unis, et donc l'Occident tout entier avec eux, seraient en déclin relève d'un aveuglement idéologique. En revanche, je vois mal comment on pourrait contester ce diagnostic s'agissant du Vieux Continent. Contrairement à l'Amérique qui les a non seulement conservées, mais fait progresser, l'UE a renoncé aux trois souverainetés – militaire, technologique et migratoire – qui sont l'infrastructure vitale d'une civilisation.

Pendant que la vieille Europe, dont la France est devenue l'homme malade, sombre dans l'impuissance faute d'affronter ses démons, le « sud global » se réveille, la principale conséquence de la guerre en Ukraine étant d'avoir permis au trio Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi d'en prendre le *leadership*. Ce qui est tout sauf une bonne nouvelle en termes de sécurité, mais plus encore peut-être sur le plan économique, la Chine ayant, contrairement à nous, investi tant et si bien dans l'innovation qu'elle s'apprête à nous submerger jusque et y compris dans des domaines comme l'automobile, l'IA, la pharma ou les machine-outils dans lesquels nous pensions, avec une arrogance stupide, être irrattrapables.

Je sais qu'il est toujours plus aimable de terminer son propos sur une note d'optimisme, de clamer que

l'Europe « a tout pour réussir », « tout pour se relever », etc. Reste que la lucidité est prioritaire si l'on veut préparer le réveil. Or, quand on voit qu'Emmanuel Macron propose, au lieu d'alléger les réglementations et les contraintes qui freinent l'économie, un « grand emprunt européen » alors que nous sommes endettés comme jamais, on se demande qui sera capable de mettre en place la politique de l'offre et de l'innovation sans laquelle le déclin risque fort d'être irréversible.

Malgré ces constats, dont j'ai la faiblesse de penser qu'ils relèvent du bon sens, j'ai d'éminents collègues philosophes ou historiens, issus autrefois de la gauche, mais passés à droite comme il sied aujourd'hui, qui affirment sérieusement que nous avons vécu depuis cinquante ans une grande période « néolibérale ». Je dois avouer qu'en entendant ce genre de sornettes, je suis saisi d'un irrépressible fou rire. L'Europe encore en plein néolibéralisme ? Pardon d'en revenir au cas français, mais il est typique avec ses 3'500 milliards d'euros de dette (115% du PIB!),

« LA SUISSE, PAYS DE LIBÉRALISME ET D'INNOVATION, TIRE SON ÉPINGLE DU JEU. »

un État-providence littéralement obèse, des charges de plus en plus hallucinantes pesant sur les entreprises et, *last but not least*, pas loin de 6 millions de fonctionnaires ! Sincèrement, en parlant de néolibéralisme, de qui se moque-t-on ? La France vient de voter un budget socialiste avec 12 milliards d'euros de taxes supplémentaires sur les entreprises, et si elle conserve encore une structure libérale sur le plan politique, elle est tout ce qu'on voudra sauf néolibérale. Certes, contrairement à ce que prétendaient des théoriciens du néolibéralisme comme Friedrich Hayek, il n'y a aucune incompatibilité de principe entre État-providence et libéralisme dès lors qu'on admet que l'analphabétisme, la maladie, le chômage, la pauvreté ou les retraites sont aussi l'affaire de l'État. Ce n'est donc pas à l'État libéral qu'il convient d'opposer l'État-providence, mais bien au totalitarisme. Reste que le problème survient lorsque l'État-providence devient si bouffi qu'il finit par freiner l'innovation et la compétitivité. Il est urgent que l'UE se réveille faute de quoi le déclin sera bien la seule chose qui soit « en marche » ! ■